



La lutte contre le néolibéralisme en Corée du Sud: histoire et leçons

(Juillet 2007) Korea Alliance against the Korea-US FTA (Alliance coréenne contre l’ALE Corée-USA, KoA)

La transformation de la société sud-coréenne par le libéralisme et la résistance

Le gouvernement militaire des années 1980

Le gouvernement de Chun Doo Hwan, arrivé au pouvoir par le massacre de citoyens sud-coréens à Gwangju, en mai 1980, a poursuivi une politique d’ouverture du marché et de libéralisation économique. C’était un virage radical par rapport au modèle économique appliqué par le président précédent, Park Chung Hee, qui se basait sur un marché des capitaux fermé, un protectionnisme du marché national et un contrôle gouvernemental des taux d’intérêt et des finances. Au lieu de cela, Chun mit l’accent sur l’ouverture de l’économie au capital étranger et la libre activité du marché, sans contrôle du gouvernement.

À partir des années 1986-89, les gouvernements militaires de Chun et Roh Tae-woo mirent en œuvre des politiques économiques qui réussirent, grâce au cadre formé par les “trois conditions prospères.” Ce terme fait référence aux trois importantes conditions favorables de l’économie sud-coréenne de l’époque – la dévaluation du won, des taux d’intérêt peu élevés et le bas prix du pétrole – qui générèrent un boom économique d’une ampleur inconnue jusqu’alors. Si l’économie d’exportation antérieure avait été basée sur de bas salaires et sur l’exploitation, les trois conditions prospères ont permis la première période d’excédents commerciaux des 45 années de l’histoire de l’économie sud-coréenne, période qui a duré quatre ans. Dans cet élan, de grands acteurs économiques tels que Hyundai Motors et Samsung Electronics sont apparus et les fruits du boom aux exportations commença à rejaillir sur le pays sous la forme d’une augmentation des salaires, créant ainsi un cycle positif: expansion des exportations → retour national des bénéfiques → croissance intérieure et croissance des investissements → boom économique.

À peu près à la même période, un intense mouvement de démocratisation était en train de grandir. Ceci eut lieu dans le contexte d’un mouvement de grève de travailleurs. De nombreux syndicats furent fondés pendant cette lutte qui se déroula en juillet-août 1987 (en 1987, le nombre des syndicats passa de 2675 à 4103 et le taux de syndicalisation augmenta de 12,3% à 13,8%); 1989 fut le témoin de la période la plus animée de l’activité syndicale (7883 syndicats, 1.932.000 syndiqués et un taux de syndicalisation de 18,7%). La fédération des syndicats coréens soutenue par le gouvernement, qui avait été l’unique organisation syndicale nationale, fut rejetée et la base pour le développement d’une alliance syndicale démocratique pris naissance. Des syndicats de femmes et d’ouvriers d’usine, ainsi que des syndicats dans les grandes usines et des syndicats d’employés, furent formés et le statut social des ouvriers en tant que classe, augmenta.

Cependant, à la fin de nombreuses phases de lutte, un compromis fut trouvé, qui comprenait une retraite partielle du gouvernement militaire et la participation d’hommes politiques civils conservateurs dans les affaires de l’État. Le rôle central des autorités militaires et des forces civiles conservatrices dans la réforme démocratique modérée montra d’évidents signes de limitation, car il était bâti sur un ordre démocratique/capitaliste libre. En fait, comme cela avait été confirmé dans le processus de la lutte anti-ALE, cette réforme a eu pour résultat final de saper la démocratie.

La politique de marché ouvert poursuivie par le gouvernement militaire s’est soldée par deux conséquences. La première est la résistance des agriculteurs. Dans les années 1970, Park Chung Hee poursuivait une politique de révolution verte et une augmentation de la production agricole basée sur le principe d’autosuffisance. Bien



(Photo: Chamsaesang)

que sa politique de développement équilibré de la ville et de la campagne était, en fait, anti-agriculteur, plus favorable à la ville et au capital, ses restrictions de l'ouverture du marché agricole ont effectivement permis d'accroître la production agricole. Cependant, la politique agricole du gouvernement militaire avait un franc caractère anti-agriculteur. Elle sacrifiait les produits agricoles pour assurer les marchés d'exportation aux grands capitalistes par l'ouverture du marché agricole national. Les agriculteurs résistèrent par des manifestations de toutes tailles entreprises dans chacune des régions agricoles, se battant contre la fluctuation des prix du bœuf et du poivron. Les manifestations des agriculteurs se développèrent peu à peu et parvinrent à maintenir un pan important du mouvement de démocratisation, devenant une lutte à grande échelle contre le gouvernement et conduisant à des manifestations nationales dans le centre-ville de Séoul en 1987-88. Les fruits de cette lutte ont créé les conditions à l'organisation indépendante de la base de la masse des agriculteurs, la Ligue des paysans coréens, le KPL (Korean Peasants' League).

Un autre élément important a été la friction créée par les exigences américaines pour l'ouverture du marché des importations. La politique de libéralisation du marché des administrations militaires s'est étendue à la libéralisation du domaine des importations des produits industriels. Cependant, le gouvernement Reagan, qui enregistrait des doubles déficits du budget de l'État et du commerce extérieur sans précédents, fit pression pour un marché ouvert des produits industriels, dans lequel les États-Unis étaient plus compétitifs. Cette friction commerciale entre les deux pays pour l'ouverture du marché finit par s'aggraver.

La période de l'après-guerre froide et l'avènement du gouvernement de Kim Young Sam

Deux changements importants se produisent dans la société sud-coréenne au début des années 1990. Le premier est la chute du socialisme après l'effondrement de l'Union soviétique, qui conduit à l'éveil de la lutte idéologique progressiste. Le second a été l'éveil du mouvement de démocratisation avec l'avènement du gouvernement de Kim Young Sam. Le résultat de ces changements a été l'affaiblissement du

mouvement pour un développement national progressiste et l'émergence d'une tendance pro-USA, pro-capitaliste, présentée comme s'il n'y avait pas d'autre alternative. Voici la toile de fond de l'impulsion du gouvernement Kim Young Sam vers le néolibéralisme sous le slogan de la globalisation qui commença en 1993.

Au moment où Kim Young Sam est arrivé au pouvoir, la conclusion du cycle d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'avènement de l'OMC ont amené des exigences d'ouverture du marché des finances et du capital sud-coréen à l'économie mondiale. Le gouvernement Kim Young Sam chercha sans relâche à obtenir l'entrée de la Corée à l'OMC et l'OCDE. Il a également développé le discours de la globalisation. Le secteur des grandes sociétés coréennes acquiesça à ce discours avec enthousiasme et mit en place des slogans tels que "humanité mondiale (world humankind)" (Samsung) et "gestion mondiale (world management)" (Daewoo) en tant que mécanismes produisant des concessions dans le secteur du travail.

L'avènement de l'OMC et l'ouverture du marché financier

Au cours de 1994, avec le lancement de l'OMC qui s'annonçait pour janvier 1995, des manifestations de grande envergure contre les négociations du cycle d'Uruguay eurent lieu en Corée du Sud. Dans la période suivant la création de l'OMC, le noyau fondamental de la politique générale d'ouverture des marchés fut l'ouverture du marché financier. Alors qu'avec le modèle de Park Chung Hee le marché des capitaux était fermé, la politique de marché ouvert de Kim Young Sam apporta un assouplissement à large assise des réglementations du secteur financier, comme la possibilité pour les entreprises et les banques de contracter des emprunts à l'étranger. Ceci conduisit, vers le milieu et la fin des années 1990, à un apport de 100 milliards de prêts étrangers. S'ensuivit une réaction en chaîne, dans laquelle le soudain apport de capital transnational a, tout d'abord, conduit à une surchauffe de l'économie et à une bulle immobilière, puis à une évasion rapide de capitaux et finalement, à une crise des marchés de change. La base de la crise économique sud-coréenne était semblable aux situations auxquelles devaient faire face de

Un manifestant en train de lancer la chaussure d'un policier anti-émeutes lors d'une mobilisation anti-ALE à Séoul le 11 novembre 2007.

(Photo : Ahn Young-joon, AP)





Rassemblement anti-ALE à Séoul, pendant le 6e cycle de pourparlers gouvernementaux États-Unis-Corée. (Photo: Chamsaesang)

nombreux autres pays de l'Asie du Sud-Est. Entre-temps, les États-Unis empêchaient la Corée du Sud d'obtenir de l'aide et des prêts du Japon et forçaient l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) afin de parvenir à la restructuration rapide de l'économie sud-coréenne.

Bien que l'intervention injuste des États-Unis et du FMI conduisirent à l'incorporation hâtive du cadre sous-jacent du néolibéralisme dans l'économie sud-coréenne, il n'y eut aucune résistance des masses et ce, par manque de connaissance sur le néolibéralisme.

En particulier, la confédération coréenne des syndicats, qui avait organisé la plus grande manifestation de l'histoire du mouvement syndical contre la détérioration du droit du travail à la fin de 1996 et au début de 1997, ne se souleva pas en masse lorsque le système de gestion de l'IMF fut initialement introduit moins d'un an plus tard. Ceci démontre clairement la faiblesse de l'état du mouvement syndical et des forces progressistes.

Les acteurs les plus forts, les plus impressionnants, dans le milieu des années 1990, étaient les paysans. Tout au long de l'année 1994, les paysans coréens entreprirent des manifestations massives contre l'ouverture du marché agricole. À l'époque, les étudiants, qui surent également maintenir un haut niveau de mobilisation, aidèrent la lutte des paysans. De nombreux intellectuels progressistes y participèrent également. Au cœur du combat des agriculteurs, se trouvait la question de l'ouverture du marché du riz. Le riz, ce symbole de la société coréenne depuis des milliers d'années, est aussi le centre de l'agriculture coréenne. L'échelle de la lutte qui visait à protéger le marché du riz était à la hauteur de la force symbolique du riz. Cependant, confronté au manque de soutien de la part des grandes villes et au sentiment du public que l'ouverture du marché était inévitable, le mouvement des paysans ne sut pas dépasser les obstacles et il finit par s'affaiblir.

Le développement d'un mouvement anti-néolibéral à part entière

La crise asiatique de 1997, qui jeta la société sud-coréenne dans la confusion et les revers, était l'expres-

sion dramatique de la puissante influence que la globalisation peut exercer sur un état-nation. Le système de gestion du FMI, introduit en Corée du Sud en conséquence de la crise de change des devises, eut une influence directe et absolue sur l'économie et il a indirectement et fortement affecté d'autres secteurs de la société. La lutte contre le néolibéralisme devint totale lorsque le système du FMI fut incorporé en 1997, et que son impact se fit graduellement sentir sur l'ensemble de la société.

La résistance de gens d'horizons divers contre le néolibéralisme

(1) Le combat des ouvriers.

Le système du FMI a bien évidemment apporté la libéralisation du marché agricole, du marché financier et de la société dans son ensemble, la privatisation des entreprises publiques et un ajustement structurel accompagné de licenciements massifs. Le résultat de ces transformations dans l'économie était évident : la détérioration de la vie des ouvriers et des agriculteurs, les amenant peu à peu vers la destruction.

Tandis que les entreprises étaient bradées et que l'ajustement structurel se produisait, un grand nombre d'ouvriers se retrouvèrent au chômage. C'est ainsi que naquit le mouvement de résistance. La lutte pour empêcher la vente des automobiles Daewoo au capital étranger était représentative de ce mouvement. Suite à la crise du FMI, le groupe Daewoo fut confronté à une crise d'insolvabilité et à un grand besoin d'argent pour s'en sortir. Il chercha à se procurer de l'argent avec la vente de ses biens les moins fiables. Cependant, il ne fut pas facile de trouver un acheteur et Daewoo finit par être vendu à l'entreprise américaine General Motors, pour un montant très inférieur à sa valeur. Afin d'affaiblir les activités du syndicat de Daewoo Auto, qui était connu pour sa puissance, et pour simultanément accroître sa productivité par un dégraissage, GM exigea de licenciements massifs avant même qu'il n'achète Daewoo. Le résultat de tout cela fut qu'un matin, quelques 1.740 ouvriers se réveillèrent pour se retrouver au chômage, puis s'organisèrent pour commencer une lutte de grande ampleur.

Cette lutte pour arrêter la vente de Daewoo Auto, qui atteignit son paroxysme en 2001, finit par l'emprisonnement de nombreuses personnes et le chômage de 1.740 personnes, mais elle conduisit aussi au réveil des ouvriers coréens à la rudesse de la globalisation néolibérale. Elle a servi également à motiver l'engagement actif des ouvriers dans la lutte contre le néolibéralisme. Le début de la lutte totale pour arrêter la privatisation de grandes entreprises publiques peut être datée de l'annonce du gouvernement de son intention de privatiser des entreprises publiques en 2002. Suite à la crise du FMI, le gouvernement sud-coréen chercha à démanteler l'entreprise publique Korea Electric Power, et à vendre les morceaux, une fois ce démantèlement complet. Il annonça également un plan pour diviser l'industrie des chemins de fer en deux secteurs, installations et gestion, et la privatiser, et un autre plan de privatisation de l'entreprise publique Korea Gas.

En réponse, les syndicats de l'entreprise Korea Railroad, Korea Electric Power et Korea Gas débutèrent une grève simultanée visant à arrêter les privatisations et menèrent une lutte historique en février 2002.

La grève du syndicat des installations électriques dura 37 jours. Cette lutte se transforma en une grande opportunité de faire largement connaître les effets négatifs de la privatisation à la société sud-coréenne. Si elle n'avait pas eu lieu, presque toutes les entreprises publiques sud-coréennes seraient aujourd'hui privatisées.

Un autre effet du néolibéralisme sur les ouvriers est l'augmentation du travail précaire ; les manifestations s'étendirent également contre ce problème. Dans la période précédant le programme du FMI, le "travail irrégulier" était une notion mal connue, mais en 2007, 8,6 millions d'ouvriers sur 13 millions travaillent de façon irrégulière. Ces travailleurs irréguliers gagnent la moitié du salaire des travailleurs réguliers et travaillent un grand nombre d'heures. Le pourcentage du marché du travail occupé par des travailleurs irréguliers augmente rapidement, et pourtant le pourcentage des travailleurs syndiqués, lui, n'augmente pas et la solidarité avec les travailleurs réguliers n'est pas très répandue. Cependant la lutte des travailleurs irréguliers a pris très rapidement.

Cette lutte des ouvriers n'a pas débuté comme une critique offensive de la globalisation néolibérale dans son ensemble, mais plutôt comme une protestation défensive contre la menace du droit de vivre des ouvriers. Cependant, pendant cette lutte, la prise de conscience s'est faite sur le fait que le combat contre la privatisation des entreprises publiques, la lutte visant à arrêter l'expansion du travail irrégulier et d'autres formes de travail précaire, la lutte contre les acquisitions étrangères d'entreprises coréennes et le combat contre les licenciements massifs ne sont pas des questions séparées mais, qu'au contraire, elles font toutes partie du mouvement contre le néolibéralisme.

(2) La lutte des employés de l'industrie cinématographique et des intellectuels.

Depuis le début des années 1990, les employés de l'industrie cinématographique ont résisté à l'ouverture de leur marché et ont entrepris une protestation populaire contre la diminution du quota à l'écran, qui exigeait que les propriétaires de salles montrent des films coréens pendant 146 jours par an. Cette lutte marque la renaissance de l'industrie cinématographique coréenne et la



Mobilisation des paysans à Jeju, octobre 2006.
(Photo : Chamsaesang)

popularité rencontrée par ces employés s'est soldée par le développement d'une force de mobilisation considérable et par l'augmentation de leur influence sociale. Les intellectuels ont également concrétisé leur résistance au néolibéralisme. Après la crise du FMI et avec l'antipathie croissante des citoyens vis à vis du comportement immoral du capital transnational qui ne recherche que le profit, des formes théoriques et matérielles de résistance contre le capital spéculatif s'instaurèrent. L'expansion des groupes d'influence d'intellectuels a exposé les conditions du dépérissement de l'investissement dans l'économie coréenne et de la banalisation de l'ajustement structurel, soulignant une direction pour la lutte. .

(3) La lutte des paysans pris une immense ampleur. Dû à la politique de soutien agricole du gouvernement suite à la crise du FMI, le mouvement stagnant des paysans commença à grandir en 2000, et la lutte des paysans resurgit parmi les masses une fois encore. En 2000, ils se battirent pour que soit annulée la dette des familles d'agriculteurs et en 2002, ayant en vue l'élection présidentielle, ils furent 130.000 à Séoul à avoir comme programme l'opposition à l'ouverture du marché du riz. Un mouvement extensif cherchant à protéger l'existence des paysans et de l'agriculture coréenne mis en danger par la globalisation néolibérale, se fit jour.

(4) Les combats conjoints de solidarité contre la globalisation néolibérale se renforcèrent.

À commencer par le KCTU et le KPL, tous les mouvements sociaux progressistes s'unirent pour former la "solidarité du peuple coréen", et ils organisèrent des manifestations conjointes sur diverses questions et des événements conjoints en opposition aux organisations internationales appliquant le néolibéralisme, telles que la réunion ministérielle de l'OMC, le Conseil de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le plan d'action de Doha pour le développement (ADD), etc. Ces luttes solidaires contre le néolibéralisme, telles que celle entreprise sous les slogans "Anti-libéralisation du riz/libéralisation du marché des services par l'OMC ! Anti-ALE Corée-Japon/anti-TBI Corée-USA ! Anti-globalisation néolibérale ! Augmentez l'aspect public de la société !" se réunirent dans des actions de lutte collective contre le néolibéralisme.

(5) La résistance contre les organisations économiques

mondiales s'est répandue dans tout le pays et a augmenté les activités de solidarité internationales.

Outre la résistance contre la politique et le régime néolibéraux nationaux de la Corée du Sud, un mouvement d'opposition populaire contre les sièges des certaines institutions du système économique mondial débuta. Une participation organisée par des organisations sociales de masse dans les manifestations eut lieu contre les réunions ministérielles de l'OMC à Cancun (2003) et Hong Kong (2005). De plus, la lutte d'opposition d'organisations sociales de masse contre le Forum mondial de l'économie (FME) et l'APEC qui se sont tenus en Corée du Sud a démontré l'ampleur de la prise de conscience politique reliant les intérêts du peuple coréen aux questions mondiales.

L'expérience tirée de cette série de protestations de masse devint la force et la puissance motrice derrière la lutte contre les accords commerciaux bilatéraux, en particulier la vigoureuse lutte de près de deux ans contre l'ALE Corée-USA. L'opposition à la globalisation néolibérale, à l'OMC/ADD/FMI et aux autres réunions d'organisations internationales, et aux ALE bilatéraux est conduite dans la société coréenne dans le même contexte.

Le combat anti-ALE

Après le programme de gestion du FMI de 1997, l'opinion publique coréenne put sentir de façon tangible quel impact les principes fondamentaux de la globalisation néolibérale avaient sur la société coréenne. En pleine opposition publique, le gouvernement Noh Moo-hyun commença à promouvoir de façon sérieuse une ALE bilatérale en février 2003, sous le prétexte de faire de la Corée du Sud une nation avancée en matière de commerce. C'est la raison pour laquelle le combat anti-ALE demeure essentiellement lié au combat plus large contre la globalisation néolibérale. Le résultat de cette impulsion gouvernementale vers les ALE fut que des accords furent conclus avec le Chili (prise d'effet avril 2004), Singapour (prise d'effet mars 2006), l'AELE (prise d'effet septembre 2006), l'ASEAN (prise d'effet juin 2007), et qu'un accord d'ALE a été conclu avec les États-Unis (avril 2007). La Corée du Sud est actuellement en négociation avec 41 pays, y compris les États-Unis, l'ASEAN (sur les services et l'investissement), le Canada, l'Inde, le Mexique et le Japon.

Le combat contre l'ALE Corée-Chili

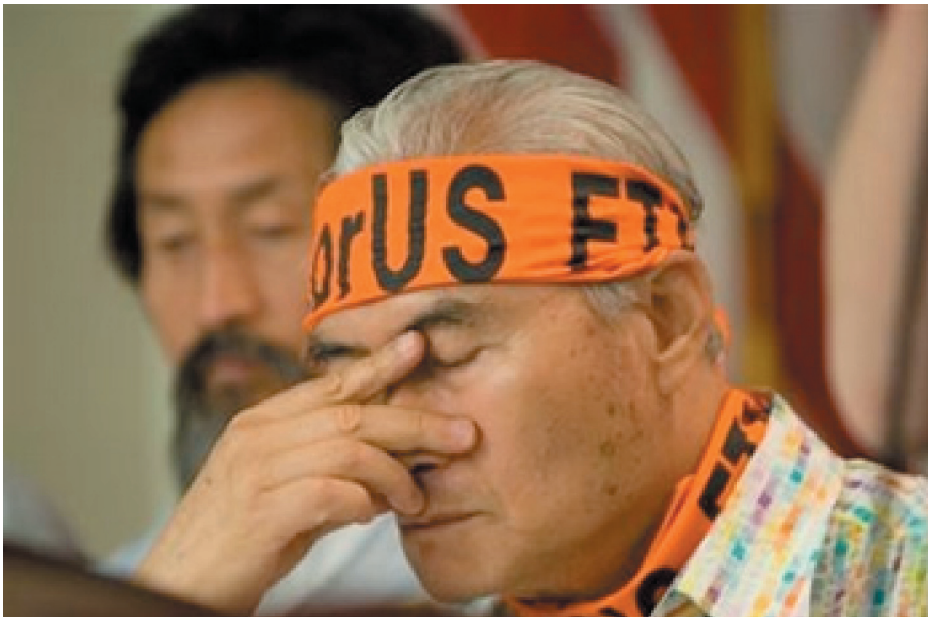
L'ALE Corée-Chili a marqué le début des luttes anti-ALE. On pouvait prévoir que cet ALE allait porter un coup beaucoup plus important à l'industrie agricole qu'aux secteurs industriels et des services. Par conséquent, une confrontation entre les paysans et le gouvernement coréen, qui militait pour une ALE moins lourde avant de sérieusement passer des ALE avec des pays avancés, s'ensuivit. Peu avant que le gouvernement Noh Moo-hyun n'arrive au pouvoir, en janvier 2003, le président Kim Dae-Jung conclut soudain l'ALE Corée-Chili, pour laquelle les négociations traînaient depuis plusieurs années. Jusqu'à sa ratification par l'assemblée nationale le 16 février 2004, 114 jours de manifestations basées à Séoul, y compris la manifestation du pont de la rivière Han et l'occupation de l'autoroute, le 20 juin, retardèrent trois fois la ratification de l'ALE. Puisque ces événements eurent lieu juste avant les élections générales de



En mai 2007, les cultivateurs coréens sont allés à Paris pour exprimer leur opposition à l'Organisation mondiale de la santé animale (Office international des épizooties, OIE), qui émet des règles de sécurité alimentaire pour le commerce de la viande. Les Coréens ont essayé de tenir le bœuf américain hors de leur territoire à cause de la préoccupation de la maladie de la vache folle, mais l'ALE américain a pour but offensif de faire levier pour que ce marché ouvre.

2004, la lutte des paysans permit de susciter l'opposition de plus de la moitié des parlementaires. Cependant, en janvier 2004, la presse chilienne écrivait que la Corée du Sud faisait tout son possible pour conclure un ALE avec le Chili parce que les États-Unis avaient récemment signé un ALE avec le Chili. L'ambassadeur coréen auprès des États-Unis, Han Seung-Joo, alerta alors le président du Grand parti national, le GNP, conservateur, d'extrême droite et ayant la majorité, que les États-Unis demandaient la mise en place immédiate de l'ALE Corée-Chili. Le président du GNP se mit alors à appeler chaque membre du GNP à l'assemblée nationale et menaça de refuser leur nomination aux élections générales s'ils n'adoptaient pas à l'unanimité le programme du parti en faveur de l'ALE. À cause de l'écrasante approbation des membres du GNP, l'ALE Corée-Chili fut ratifiée par l'assemblée nationale le 16 février.

En 2004, la renégociation sur le riz par l'OMC mena à une augmentation de 8 % des exportations de riz et un accord visant l'ouverture totale du marché du riz coréen avant 2015. Organisés grâce à des paysans activistes, 230.000 personnes prirent part au vote des agriculteurs contre l'ouverture du marché du riz en 2004 et le 10 septembre, une manifestation nationale eut lieu dans 100 quartiers, avec 170.000 personnes. Malgré la forte résistance des agriculteurs, les conclusions des négociations sur le riz de 2005 passèrent en force à l'assemblée nationale. De plus, le martyr Jun Yong-Chul fut battu à mort par la police le 15 novembre. Et une délégation de 2.000 personnes, y compris 1.500 agriculteurs, se rendit à Hong Kong pour manifester lors de la 5e réunion ministérielle de l'OMC. Cette délégation fut louée par la



La répression contre le mouvement, notamment par l'emprisonnement de leaders comme Oh Jong-ryul, a été très forte.

communauté internationale pour sa Samboilbae (trois pas, une inclination) et pour ses efforts pour disperser la réunion ministérielle. Cependant, l'accord sur le riz fut finalement ratifié par l'assemblée nationale.

La lutte pour arrêter l'ALE Corée-USA

En février 2006, le gouvernement coréen annonça qu'il souhaitait aller de l'avant dans son projet d'ALE avec les États-Unis. L'ALE Corée-USA fut précipité non seulement pour des raisons économiques, mais également parce qu'il s'agissait d'une tentative de bénéficier de la stratégie politico-militaire américaine de blocage de la Chine. Le gouvernement de Noh Moo-hyun déclara que l'une des raisons pour lesquelles il décida d'aller de l'avant avec l'ALE Corée-USA était de contrôler la croissance de la Chine en s'alignant avec les États-Unis. Ceci montre qu'il y avait un puissant motif politique pour cet élan vers un ALE avec les États-Unis. Cette impulsion inattendue fut alors dénoncée comme étant une négociation hâtive et honteuse. Non seulement les négociations commencèrent-elles sans préparation suffisante, mais depuis leur début, ces négociations furent précipitées afin qu'elles soient achevées à la fin du mois de juin, permettant ainsi le respect de la date butoir de la loi de promotion commerciale du Congrès Américain. C'est pour cela que 8 cycles de négociations eurent lieu et que l'ALE fut signé en seulement 11 mois.

Le gouvernement coréen fut accommodant sur les quatre conditions préalables américaines au début des négociations, notamment la réduction du quota à l'écran, la reprise des importations bovines, des changements visant à réformer le système de tarification des médicaments et un assouplissement des normes des émissions des gaz d'échappement afin de permettre une hausse des importations des voitures américaines. Il ne s'agissait pas là de négociations normales entre des états, mais de l'étalage symbolique de la position humiliante du gouvernement coréen face aux demandes coercitives de la part des États-Unis. Ces quatre principaux éléments de l'ALE furent accueillis par une forte opposition du mouvement anti-ALE.

L'ALE Corée-USA unifia le mouvement contre la globalisation néolibérale qui avançait de façon dispersée

depuis la crise du FMI. Le 28 mars, des ouvriers, des agriculteurs, des intellectuels, des professionnels de l'industrie cinématographique et des mouvements sociaux progressistes qui s'étaient fermement battus en solidarité contre la globalisation néolibérale, s'unirent pour former l'Alliance coréenne contre l'ALE Corée-USA (Korean Alliance Against the KorUS FTA, KoA). Fidèle à son nom, la KoA devint le cadre des luttes collectives contre le néolibéralisme. Elle comprend des sous-comités pour de nombreux secteurs, tels que les consommateurs, la finance et la santé. Elle a transcendé les factions politiques et les statuts sociaux pour devenir l'organisation générale des mouvements de masse et des mouvements sociaux progressistes de Corée. La KoA a organisé des opérations de protestation coïncidant avec les négociations pour un ALE avec les États-Unis et a organisé des manifestations de grande ampleur en Corée. La KoA a, dans un même temps, développé une variété d'activités telles que des événements publicitaires et des conférences publiques, qui ont reçu une participation massive.

Le gouvernement procéda rapidement et ouvrit un premier cycle de négociation le 5 juin 2006, tandis que les forces anti-ALE rassemblaient leurs forces. À la fin juillet, alors que se tenait le deuxième cycle de pourparlers, une vision critique de l'ALE était dominante dans l'opinion. Suite à cela, le gouvernement créa le comité de soutien à l'ALE Corée-USA et renforça le contrôle de l'opinion publique et la répression contre le mouvement anti-ALE. La répression contre les forces anti-ALE augmenta de telle sorte que, lorsque débuta le troisième cycle de négociation sur l'île de Jeju, plus de dix mille policiers étaient sur les lieux, mettant ainsi de fait l'île sous la loi martiale. De plus, depuis l'automne 2006 et jusqu'au printemps 2007, le gouvernement fit un blocus pour que les agriculteurs des zones rurales ne puissent pas entrer à Séoul pour y participer à des manifestations, refusa d'octroyer des permis pour tous types de manifestations et censurant les publicités anti-ALE. Ces actes grotesques démontrent la nature fasciste du gouvernement de Roh Moo-hyun, qui avait la prétention de représenter les forces de la démocratie. Le gouvernement arrêta et emprisonna également Oh Jong-ryul et Jung Gwang-hoon, deux dirigeants symboliques de la KoA, et arrêta de nombreux agriculteurs et ouvriers luttant contre l'ALE dans toutes les régions.

Après beaucoup de hauts et bas, l’ALE Corée-USA fut conclu le 2 avril 2007. Après cette signature, l’opinion publique favorable à l’accord surpassa celle qui lui était défavorable. Cela représentait une forte augmentation des personnes pour l’accord, si l’on compare avec 2006, année pendant laquelle il y a avait plutôt un équilibre entre les deux opinions. Ce changement est représentatif du fait que le programme-clé de la lutte anti-ALE avait été de critiquer les négociations pour leur hâte — une fois l’accord signé, il y avait un sens général de résignation. L’une des raisons qui avait arrêté le développement du mouvement anti-ALE avant la conclusion de l’accord, était la configuration idéologique particulière de la société sud-coréenne. Après que Kim Young Sam ait professé l’adoption officielle de la globalisation, une tendance générale à voir l’ouverture du marché et la globalisation comme courue d’avance pris ancrage dans la pensée commune. C’est en partie le résultat de l’influence de la vie dans une économie tournée vers l’exportation selon Park Chung Hee, entre 1961 et 1979. Ceci a généré un fort courant de pensée qui dit que même si l’ALE Corée-USA est problématique, il doit être signé. Une autre raison se situe dans l’attitude particulière de la société sud-coréenne vis-à-vis des États-Unis. La majorité des citoyens croit que l’ALE Corée-USA implique des dommages à la Corée du Sud et que les États-Unis ont le dessus. Cependant, parmi ces personnes, la grande majorité croit que parce qu’il s’agit d’un accord avec les États-Unis, il faut le signer. Ceci est dû à la grande influence que les États-Unis ont sur la société sud-coréenne et la formation d’une idéologie pro-américaine sous cette influence. On peut dire que le pouvoir des États-Unis en Corée du Sud est absolu. La raison pour laquelle l’ALE a pu être conclu malgré des dispositions sans précédent dans leur nocuité, c’est la croyance en la suprématie des États-Unis et la résignation sur le fait qu’elle est inévitable pour le bien de l’al-



Veillée à la bougie, le 11 mai 2007. (Photo: Courtesy of KoA)

liance Corée du Sud-États-Unis. La situation est rendue encore plus difficile du fait que les groupes à la plus forte influence sur la société sont également ceux qui ont la plus forte inclination à ces croyances.

Conclusion

L’ALE Corée-USA est l’accomplissement de la marche en avant de la globalisation néolibérale depuis 1980. Cet ALE ainsi que d’autres ALE sont au cœur de la politique néolibérale. C’est encore plus vrai lorsque des personnes continuent à être confrontées aux épreuves générées par la globalisation néolibérale. Les conséquences de l’ALE Corée-USA auront dorénavant un impact décisif sur la voie que suivra l’économie coréenne. Actuellement, l’ALE Corée-USA n’attend plus que d’être ratifiée par l’assemblée nationale. Il est donc maintenant d’une importance vitale de renforcer et de se concentrer efficacement sur le mouvement de masse qui se produit depuis plus d’un an et d’utiliser les élections générales et les élections présidentielles comme une nouvelle opportunité